



Services au public

sommaire

86 Paroles d'expert
Séverin Naudet, directeur d'Etalab,
data.gouv.fr

88 Interview
Franck Riester, maire de Coulommiers,
député de Seine-et-Marne

90 Initiatives
Melun Un réseau de proximité au service
des Melunais
Bègles Le port de Bègles se met au Wifi
Bordeaux 2011, bon cru numérique bordelais
SMMAR Les TIC donnent l'alerte en cas de
danger
Bras-sur-Meuse Le Numéripôle, contre
l'inégalité des usages
CC Cher à la Loire Bornes Internet pour tous
Loos-en-Gohelle Le flashcode de la ville durable
Pont-Audemer Clics de bon voisinage
Limours Tout Limours dans la poche
Saint-Yon Du réseau au village
Notre-Dame-de-Gravenchon MyNDG, le lien avec
les jeunes
Nantes E-démarches administratives 24 heures
sur 24

Issy-les-Moulineaux Un horodateur dans le
mobile
Champignelles Des réponses à distance grâce
au PVP
La Rochelle Numérique au village
Hégenheim Ma mairie, ma borne Internet
et moi
Saint-Joseph Enclavée par nature, connectée
par TIC
Valliguières Internet comme lien social
Le Plessis-Robinson Mairie en ligne
CC du Montmorillonais Dialoguer grâce aux
Points Visio-public
Lamballe Communauté Réseau d'espaces
numériques
Morlaix Morlaix se dote d'une borne Internet
en accès libre
CC Cœur de Gascogne Dématérialiser les
démarches pour plus de services

110 Comment ça marche ?
L'open data

112 Retour sur
Association des maires ruraux de France campagnol.fr



Séverin Naudet,
directeur d'Etalab,
data.gouv.fr

paroles d'expert

Séverin Naudet présente Etalab, structure qu'il dirige depuis février 2011, et le portail data.gouv.fr qui se constitue autour du chantier d'ouverture d'accès des données publiques de l'État, des administrations et des collectivités territoriales.

■ **Paroles d'élus – Comment le portail data.gouv.fr, dont la version beta sera en ligne fin 2011, se construit-il avec les données publiques de l'État, des administrations et des collectivités territoriales? Et dans quel esprit?**

■ **Séverin Naudet** La société numérique a fait émerger de nouveaux usages et a renforcé l'exigence de chacun pour une plus grande transparence de l'action de l'État. Internet, le web communautaire et les réseaux sociaux contribuent désormais fortement à l'expression de la démocratie. Cela appelle l'État à repenser ses structures et ses missions pour une nouvelle forme de gouvernance plus ouverte et plus transparente. C'est dans cet esprit que François Fillon m'a chargé, en février dernier, de diriger Etalab, qui coordonne, sous son autorité, l'action des ministères. L'objectif est de mettre largement, librement et gratuitement à disposition de tous leurs données publiques sur la plateforme data.gouv.fr qui sera lancée en version beta dès décembre prochain. J'appelle les collectivités territoriales à suivre ce mouvement et le portail les accueillera dès son lancement si elles le souhaitent.

data.gouv.fr doit répondre aux attentes des administrations et des entrepreneurs qui vont l'utiliser. J'ai donc souhaité que la gouvernance de la plateforme soit elle-même ouverte et transparente. Nous organisons régulièrement des ateliers de travail pendant lesquels toute la communauté des producteurs et des utilisateurs de données est conviée à contribuer

à l'élaboration de data.gouv.fr. Le premier comité d'orientation ouvert s'est tenu fin juin en présence de tous les acteurs de l'écosystème, de la presse et de parlementaires. Cela fut l'occasion de faire un point d'étape quatre mois après la création d'Etalab. Les collectivités sont les bienvenues à chacun de ces moments d'échanges. Nous avons d'ailleurs organisé en juillet un troisième atelier portant sur les initiatives des collectivités françaises et sur celles menées à l'étranger.

■ **Paroles d'élus – De quels nouveaux services et usages pourront bénéficier les citoyens avec l'ouverture du portail data.gouv.fr?**



■ **Séverin Naudet** Chacun pourra accéder librement à l'ensemble des données produites par les services publics et consulter, par exemple, des données sur les dépenses de l'État, sur la qualité de l'air, sur l'emploi par métier ou sur la sécurité routière. Cela doit encourager l'innovation par les entrepreneurs du web, qui pourront créer des services utiles aux citoyens. Des services que l'État ne peut pas mettre en place parce qu'il n'en a ni les moyens ni la créativité. C'est un vecteur puissant de création de richesse et



d'emploi, un cercle vertueux de création de valeur, de services et d'économies substantielles pour la collectivité.

L'application eo'City – développée à partir des données de transport de la ville de Rennes – est, par exemple, un service d'information multimodale de transport très utile pour les Rennais. Cela leur permet de planifier en temps réel leurs déplacements tout en connaissant le taux d'occupation des parkings, les horaires de bus et des métros ainsi que la disponibilité des vélos publics. Le service Airtex.info permet aux Londoniens de recevoir des alertes par SMS sur la qualité de l'air. Le potentiel d'innovation et de créativité est sans limite!

■ **Paroles d'élus – Plusieurs pays et collectivités territoriales en Europe ont lancé des politiques de données ouvertes. Quel bilan peut-on tirer de ces différentes expériences internationales?**

■ **Séverin Naudet** Les plateformes de données publiques de nos grands voisins ont permis la transparence qui renforce la qualité et l'efficacité des services publics. Un journal américain de



référence en médecine a montré, en 2007, que la diffusion des chiffres de performances des hôpitaux améliorerait la qualité des soins.

Washington D.C. a organisé, en 2008, un concours d'applications innovantes à partir de ces données. Les entreprises ont conçu une cinquantaine de services pratiques de proximité en investissant l'équivalent de 3 millions de dollars. En observant les modèles choisis par les grandes démocraties, nous savons que la réutilisation des données doit être libre, facile et gratuite, car c'est le seul modèle qui permet aux entreprises innovantes d'investir et de créer. C'est le choix que le gouvernement français a fait. Le développement durable et la résilience de nos sociétés bénéficieront largement des nouveaux usages produits à partir des données publiques. Ces transformations structurelles se constateront sur le long terme. L'ouverture des données publiques contribuera fortement au renouvellement de notre démocratie en participant à la croissance de notre économie.



Franck Riester,
maire de
Coulommiers,
député de
Seine-et-Marne

interview

Cité briarde à l'histoire riche et mouvementée et à l'identité fortement marquée par son terroir, plus particulièrement par le célèbre fromage qui porte son nom, Coulommiers, adopte tout aussi facilement les nouvelles technologies. Alliant à la fois tradition et modernité, Coulommiers est ainsi devenue en février 2009 la première ville de France à passer à la télévision 100 % numérique. Son maire, député de Seine-et-Marne, œuvre aussi au niveau national en faveur d'une administration numérique. Il évoque ici ces chantiers auxquels il s'est attelé et explique pourquoi il a souhaité mettre en place une page Facebook pour sa ville.

Facebook possède l'avantage de créer un lien direct entre la collectivité et un groupe

d'habitants, une communauté d'appartenance qui se rassemble autour de l'affection portée à Coulommiers. Désormais, chaque « amoureux » de notre ville se tient informé de l'actualité municipale et peut commenter les dernières actualités mises en ligne.”

■ **Paroles d'élus** Vous avez présidé un groupe de travail qui a remis, en 2010, un rapport sur l'amélioration de la relation numérique à l'utilisateur. Un an après, quel bilan pouvez-vous faire de ce premier rapport ?

■ **Franck Riester** Je me réjouis de constater que ce rapport a constitué un aiguillon afin d'offrir aux citoyens une offre renforcée de services numériques. C'est en effet une véritable révolution administrative qui est en marche au sein de l'ensemble des services de l'État. Les trois priorités que nous avons identifiées ont permis d'améliorer notablement la relation numérique à l'utilisateur. Ainsi, la simplification du paysage numérique de l'État a été engagée pour lui assurer une meilleure lisibilité. Sa présence sur Internet a été rationalisée, avec le regroupement ou la fermeture de 128 sites publics en 2010 et, pour cette année, de 200 sites supplémentaires qui seront bientôt tous identifiés autour d'une charte de qualité de service commune. De même, le développement de services personnalisés a été accéléré ; ce sont ainsi 80 % des démarches administratives qui pourront être réalisées en ligne d'ici fin 2012. En outre, la parole est désormais davantage donnée aux usagers pour améliorer le service en ligne. Enfin, je note par exemple que la réutilisation des données

publiques de l'État, pilotée par la mission ministérielle "Etalab", sera effective en décembre prochain avec la création de la plateforme data.gouv.fr. Cette transparence de l'État est une véritable avancée démocratique.

■ **Paroles d'élus** Cette mission à la tête du groupe de travail des "experts du numérique" a été prolongée par le ministre du Budget. Quels seront les axes de travail de ce nouveau rapport ?

■ **Franck Riester** L'amélioration de la relation numérique à l'utilisateur est un processus continu. C'est pourquoi le ministre a souhaité que nous prolongions nos réflexions en direction de deux axes. D'abord, nous devons définir les enjeux d'innovation liés au développement des réseaux sociaux ; il est impérieux que l'administration s'approprie ces nouveaux médias, mais aussi qu'elle renforce et optimise sa présence pour en tirer parti en matière d'offre à l'utilisateur. Ensuite, il nous faut prendre en compte les évolutions observées chez nos partenaires européens afin de nous inspirer des meilleures pratiques. Nos propositions ont été remises au ministre à la rentrée. Notre ambition demeure intangible : faire de la France le leader de l'administration électronique en Europe.

■ **Paroles d'élus** Votre ville est présente sur le réseau social Facebook avec la page "J'aime Coulommiers". Quel est le sens de cette démarche ?

■ **Franck Riester** La page "J'aime Coulommiers" a été lancée dans le prolongement de la création de la commission extramunicipale de la jeunesse. La ville de Coulommiers souhaitait optimiser les nouveaux outils de communication pour promouvoir de manière plus interactive les actions municipales et démultiplier sa présence en dehors des supports de communication traditionnels. Facebook possède l'avantage de tisser un lien direct entre la collectivité et un groupe d'habitants, une communauté d'appartenance qui se rassemble autour de l'affection portée à Coulommiers. Désormais, chaque "amoureux" de notre ville se tient informé de l'actualité municipale et peut commenter les dernières actualités mises en ligne. Être présent sur ce réseau social incontournable permet enfin de mettre en valeur l'identité forte de Coulommiers, rappelant une nouvelle fois que nous allions au quotidien tradition et modernité.

> franckriester.fr
> coulommiers.fr
> [facebook.com /Jaime-Coulommiers](https://facebook.com/Jaime-Coulommiers)

repères

■ **Faciliter l'accès aux nouvelles technologies**
Depuis trois ans, la ville de Coulommiers a développé une e-administration proposant de réaliser des démarches administratives en ligne, modernisé les moyens de paiement pour régler les différentes prestations municipales par carte bleue ou via le site Internet de la ville.

■ **Encourager la démocratie locale**
La nouvelle municipalité a favorisé la démocratie locale par la mise en place de permanences régulières du maire dans tous les quartiers ; l'animation de réunions de quartier et de rencontres thématiques ; l'instauration de réunions de concertation avant chaque nouvel aménagement urbain ; la création

d'une commission extra-municipale de la jeunesse ; le développement d'une communication publique, d'un site Internet performant et riche en contenu ainsi que d'une newsletter mensuelle.

■ **Une page Facebook**
La ville de Coulommiers investit sans interruption dans les nouvelles technologies. Une page Facebook

"J'aime Coulommiers" a ainsi vu le jour en 2011. "Elle symbolise l'attachement des Coulomériens fêrus d'Internet à leur ville", explique Franck Riester. Outil de démocratie locale, la page "J'aime Coulommiers" est aussi l'occasion de revoir les événements de la ville en photos et d'être informé des événements à venir.

Un réseau de proximité au service des Melunais

Melun (Seine-et-Marne)



“L’outil Internet, et plus encore depuis qu’il s’est mué en web 2.0, est un formidable moyen de réinstaller les citoyens dans une démarche active et participative.”

Gérard Millet, maire de Melun

■ **Vie locale** Le projet de mettre sur pied un réseau social pour les Melunais s’adresse à tous les acteurs de la vie locale : acteurs du logement, résidents, parents d’élèves, commerçants de proximité et associations locales (dont les comités de quartier). Principaux usages : échange de services, d’annonces et autres bonnes adresses, espace privé-public pour associations, informations sur la vie de la cité, forums entre parents d’élèves, accès à des services pratiques, découverte d’associations de quartier, etc. Ou comment tisser du lien social dans un milieu urbanisé où l’anonymat domine la vie en société.

> jlegal@ville-melun.fr

> Pour plus d’informations sur cette initiative, rendez-vous sur parolesdelus.com



Le port de Bègles se met au Wifi

Bègles (Gironde)



“L’idée intéressante de cette démarche était que toute personne sédentaire ou nomade profitant du port puisse trouver un point de connexion simple d’utilisation et à un prix juste en fonction de cette utilisation.”

Noël Mamère, maire de Bègles

■ **Sans fil** Afin d’offrir un accès Internet aux résidents et aux plaisanciers du port de la ville, Bègles a lancé un réseau Wifi sécurisé. Le dispositif étend la couverture du réseau Internet et propose un accès multiservice aux habitants ainsi qu’aux plaisanciers en escale. Ils peuvent désormais consulter leurs courriels, se connecter à Internet et à leur réseau d’entreprise, sans câble ni prise, via leurs ordinateurs portables, leurs smartphones ou tablettes Wifi.

> s.laporte@mairie-begles.fr

> Si cette initiative vous intéresse, retrouvez-en l’intégralité sur parolesdelus.com



2011, bon cru numérique bordelais

Bordeaux (Gironde)



“La Semaine digitale fut à mes yeux une expérience exemplaire à laquelle je souhaite convier, plus largement encore demain, les autres villes innovantes et les territoires qui ont entrepris l’expérience collective de la révolution digitale.”

Alain Juppé,

maire de Bordeaux, ministre d’État, ministre des Affaires étrangères et européennes

■ **Rendez-vous** La “Semaine digitale”, lancée à l’initiative de la mairie de Bordeaux, est une série – la première du genre – d’événements destinés à montrer l’utilité des projets numériques dans les villes d’aujourd’hui. Des ateliers, des débats et des conférences associant plusieurs villes d’Europe ont été programmés dans différents quartiers ainsi que des rendez-vous événementiels avec surprises. Au rythme de la semaine, un thème par jour était proposé : la cité digitale, lundi ; la redécouverte de la ville via les codes 2D, mardi ; l’e-éducation, mercredi ; l’e-inclusion, jeudi ; les e-seniors, vendredi ; enfin, la journée citoyenneté à l’hôtel de ville, samedi.

> a.bidegain@mairie-bordeaux.fr

> Si cette initiative vous intéresse, retrouvez-en l’intégralité sur parolesdelus.com



Les TIC donnent l’alerte en cas de danger

Syndicat mixte des milieux aquatiques et des rivières (Aude)



“La mise en alerte et en sécurité des populations est un acte majeur de la politique de prévention et de protection contre les inondations. Avec Contact Everyone, chaque maire peut informer et alerter, en un temps minimum, ses habitants d’un danger ou d’une inondation. Par cette simple action, il est possible de sauver des vies.”

Pierre-Henri Ilhes, maire de La Redorte, président du Syndicat mixte des milieux aquatiques et des rivières (SMMAR)

■ **Prévention** En novembre 2009, de terribles inondations ont provoqué la mort de 26 personnes et des dégâts considérables sur le territoire. Le SMMAR, qui gère la politique de prévention et de protection contre les inondations, met alors en place Contact Everyone, un dispositif d’alerte de la population. En cas d’inondation ou de danger, le syndicat et les 490 communes préviennent les habitants par SMS, courriel ou appel téléphonique. La population ainsi alertée peut se mettre en sécurité.

> ilhes.smmar@orange.fr

> Retrouvez la présentation des enjeux, de la mise en place, du bilan et perspectives de cette initiative sur parolesdelus.com

Le Numéripôle, contre l'inégalité des usages Bras-sur-Meuse (Meuse)



“Les TIC ont le mérite d’atténuer, voire d’éliminer, chez leurs usagers, l’inégalité spatiale. À nous, collectivités, d’éliminer l’inégalité dans les usages.”

Julien Didry, maire de Bras-sur-Meuse, vice-président de la Communauté de communes de Charny et de l’association des maires de la Meuse.

- **Espace multimédia** Bras-sur-Meuse a créé “Le Numéripôle”, un espace ouvert à tous les habitants pour favoriser l’usage des services numériques et l’accès aux nouvelles technologies. Accueillant tous les publics, son animateur organise des ateliers thématiques, soutient les démarches des uns, assure la formation des autres, en privilégiant l’accès aux nouvelles pratiques de création multimédia, de découverte et de promotion de jeunes talents des arts numériques, et surtout les nouveaux usages liés au web 2.0 (blog, Wikis, e-administration, e-citoyenneté...).

> j.didry@bras-sur-meuse.fr

> Pour plus d’informations sur cette initiative, rendez-vous sur parolesdelus.com

Bornes Internet pour tous



Communauté de communes du Cher à la Loire (Loir-et-Cher)



“En offrant l’accès gratuit à Internet, les bornes contribuent à rapprocher les concitoyens qui résident dans des zones rurales. La simplicité d’utilisation favorise l’accès aux services publics.”

Jean-François Marinier, président de la Communauté de communes du Cher à la Loire

- **Se connecter** La collectivité met gratuitement à disposition des habitants et des touristes cinq bornes Internet et bureautiques sur son territoire. Les personnes non équipées d’un ordinateur, notamment les demandeurs d’emploi ou les jeunes, peuvent se connecter à des services publics sans avoir à s’y rendre. De même, les touristes de passage y trouvent facilement les informations touristiques locales, grâce à la préprogrammation. Ils peuvent, en outre, communiquer avec leurs proches et leur envoyer des photos.

> cc-cher-loire@wanadoo.fr

> Si cette initiative vous intéresse, retrouvez-en l’intégralité sur parolesdelus.com



Le flashcode de la ville durable

Loos-en-Gohelle (Nord)



“En tant que ville-pilote du développement durable, Loos-en-Gohelle est un territoire de mise en application de technologies innovantes au service du citoyen.”

Jean-François Caron, maire de Loos-en-Gohelle

- **Écologie** Très sensible au développement durable et soucieuse de réduire l’empreinte écologique, la municipalité de Loos-en-Gohelle a souhaité proposer à trois reprises à la population l’accès à de l’information mise à jour en temps réel par le biais d’un dispositif de flashcode : la première fois, en donnant accès à une vidéo à partir de la carte de vœux 2010 ; le deuxième flashcode, imprimé dans le journal municipal, renvoyait vers des informations en ligne que le journal ne pouvait contenir ; enfin, les bâtiments ouverts au public ont été équipés de flashcodes qui fournissent toutes sortes d’informations sur les services disponibles (horaires...).

> herve.stockman@loos-en-gohelle.fr

> Retrouvez la présentation des enjeux, de la mise en place, du bilan et perspectives de cette initiative sur parolesdelus.com

Clics de bon voisinage

Pont-Audemer (Eure)



“Pont-Audemer a souhaité lancer un site pour répondre aux nouveaux usages des internautes : www.reseau-entre-voisins.fr permet de partager ses passions et d'échanger des services avec ses voisins.”

Michel Leroux, maire de Pont-Audemer

■ **Rencontre** Destinée à tous les habitants de Pont-Audemer et des alentours (soit plus de 33 000 personnes), sans limite d'âge ni restriction géographique, la plateforme “Entre voisins” vise à mettre en relation les internautes vivant sur ce territoire et souhaitant échanger des services, se rencontrer, etc. Ce site s'inscrit dans le projet numérique global de la ville, qui couvre de larges domaines tels que l'e-administration, les services aux citoyens, les portails d'information, la gestion des activités de la collectivité et de ses services, etc.

> pascaline.brizou@ville-pont-audemer.fr

> Si cette initiative vous intéresse, retrouvez-en l'intégralité sur parolesdelus.com



Tout Limours dans la poche

Limours-en-Hurepoix (Essonne)



“L'application n'est en rien un gadget, mais un service qui permet de simplifier et de renforcer les relations entre la collectivité et les habitants, tout en optimisant le fonctionnement de l'administration municipale. C'est un véritable lien de proximité utile et efficace.”

Jean-Raymond Hogonet,
maire de Limours-en-Hurepoix

■ **Guide** Disponible gratuitement sur l'App Store d'Apple depuis le 1^{er} janvier 2011, les applications iPhone et iPad Limours donnent accès aux informations municipales en temps réel, au guide pratique de la ville, à l'annuaire des services et des équipements avec géolocalisation ainsi qu'aux messages d'alerte, à la web TV ou encore au magazine municipal. L'administré peut également exécuter des démarches en ligne via la gestion relation citoyen. Ce nouvel outil est destiné aux Limouriens et aux personnes qui travaillent dans la commune.

> sdaniel@mairie-limours.fr

> Retrouvez la présentation des enjeux, de la mise en place, du bilan et perspectives de cette initiative sur parolesdelus.com

Du réseau au village



> Pour plus d'informations sur cette initiative, rendez-vous sur parolesdelus.com

Saint-Yon (Essonne)



“La page « Saint-Yon, village durable » sur Facebook répond à une volonté de promouvoir la cohésion sociale du village et d'affirmer son identité fondée sur la nécessité d'un développement durable.”

Alexandre Touzet, maire de Saint-Yon

■ **Valorisation** En créant une page “Saint-Yon, village durable” sur Facebook, la municipalité a l'ambition de fournir à ses habitants un moyen d'information supplémentaire, mais surtout une possibilité permanente de communiquer, de réagir, voire de l'interpeller, avec l'objectif de développer l'information, la concertation et les échanges. Il s'agit ainsi de conforter la cohésion sociale du village et d'affirmer une identité fondée sur la nécessité d'un développement durable. Le recours à un réseau national sera aussi l'opportunité de valoriser les actions positives de la commune tout entière. > mairie.de.st.yon@wanadoo.fr

MyNDG, le lien avec les jeunes



> Si cette initiative vous intéresse, retrouvez-en l'intégralité sur parolesdelus.com

Notre-Dame-de-Gravenchon (Seine-Maritime)



“La municipalité gravenchonnoise se fait fort d'entretenir, avec tous ses publics et les jeunes, entre autres, une communication diversifiée et adaptée, tenant compte de leurs codes de communication et de ce qui les intéresse.”

Jean-Claude Weiss, maire de Notre-Dame-de-Gravenchon

■ **Jeunesse** Lancé en novembre 2009, le site Internet MyNDG crée un réseau social et s'adresse aux jeunes de 10 à 20 ans. Ils peuvent y visionner des vidéos, écouter et télécharger des podcasts audio réalisés par les services de la ville, le conseil jeune, le conseil municipal des enfants et les acteurs locaux de la jeunesse. Ainsi, la médiathèque fait connaître ses nouveautés et les artistes en concert dans la ville sur une playlist musicale. Grâce à sa page Facebook, MyNDG diffuse ses informations auprès de plus de 200 personnes.

> mairie-cloisel@notre-dame-de-gravenchon.fr

E-démarches administratives 24 heures sur 24

Nantes (Loire-Atlantique)



“La plateforme e-démarches de nantes.fr est un outil simple, rapide et accessible qui répond aux exigences des citoyens nantais en matière de qualité du service public, sans interruption, tout au long de l'année.”

Alexandre Mazzorana-Kremer, conseiller municipal délégué aux Nouvelles Technologies et à l'e-administration de Nantes

■ **Pratique** Depuis le 31 janvier 2011, les Nantais ont accès par le site nantes.fr à une plateforme de e-démarches. Ils peuvent y faire une demande d'acte d'état civil, inscrire un enfant à l'accueil périscolaire, mettre à jour leur dossier administratif, réserver une place de stationnement pour un déménagement, s'inscrire sur les listes électorales et consulter leur bureau de vote ou encore recharger une carte de piscine. Il est même possible d'acquitter ses factures ! Ce guichet unique en ligne devient une véritable mairie virtuelle.

> pascal.munier@mairie-nantes.fr

> Pour plus d'informations sur cette initiative, rendez-vous sur parolesdelus.com



Un horodateur dans le mobile

Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine)



“À Issy, la technologie s’est depuis longtemps mise au service des Isséens ! Le paiement du stationnement par mobile est l’un des nombreux services en ligne que nous avons naturellement voulu rendre aux Isséens et aux automobilistes de passage à Issy.”

André Santini, maire d’Issy-les-Moulineaux, député des Hauts-de-Seine, ancien ministre

■ **Paiement à distance** Pay By Phone est un moyen de paiement de stationnement par téléphone mobile destiné aux usagers isséens, travaillant à Issy-les-Moulineaux ou de passage. L’outil offre un paiement à la durée exacte, car l’automobiliste peut arrêter son stationnement en cours et se faire rembourser le trop-perçu. Grâce à une alerte SMS d’avertissement, il peut prolonger à distance sa durée de stationnement. L’usager choisit le ticket papier, un reçu par courriel ou par SMS. Le suivi des dépenses par Internet est également possible.

> eric.legale@ville-issy.fr

> Pour plus d’informations sur cette initiative, rendez-vous sur parolesdelus.com



Des réponses à distance grâce au PVP

Champignelles (Yonne)



“Champignelles, avec une identité forte de son territoire et des moyens de formation déjà présents : école vétérinaire, CFAA départemental, pôle d’excellence rural, a été tout de suite candidate à l’installation d’un Relais services publics.”

Jacques Gilet, maire de Champignelles

■ **Proximité** La population de Champignelles se plaignait de services publics trop éloignés : la demande d’une meilleure accessibilité avait d’ailleurs été exprimée lors de l’élaboration de la charte d’aménagement et de développement. Le Point Visio-public proposé par France Télécom Orange répond à cette attente. Depuis son ouverture en 2009 dans le cadre d’un Relais services publics (RSP), les habitants des sept cantons du Pays de Puisaye-Forterre sont en relation par visioconférence avec la CAF et Pôle emploi. Les adhérents de la Mutuelle sociale agricole peuvent aussi effectuer des e-démarches, transmettre ou recevoir des documents en toute sécurité. > mairie.champignelles@wanadoo.fr

> Pour plus d’informations sur cette initiative, rendez-vous sur parolesdelus.com

Numérique au village

La Rochelle (Haute-Saône)



“Ce site n’est que l’une des briques du projet d’« entrée dans l’ère numérique » de la commune, mais apporte déjà tellement aux habitants...”

Alexandre Multon, maire de La Rochelle

■ **larochelle70.fr** À l’ère d’Internet et de la mobilité perpétuelle des citoyens, l’idée porteuse de ce projet de site municipal était de donner accès aux informations et services municipaux à tous, depuis n’importe où. Pour que chacun soit informé au même moment – par exemple, de la mise en vente de lots de bois, actualité affichée habituellement uniquement sur le panneau municipal de la mairie – et puisse accéder, à distance, à l’information citoyenne utile (délibérations, agenda, manifestations locales, avis d’informations, horaires du ramassage scolaire, état civil en ligne...). > mairiedelarochelle@laposte.net

> Si cette initiative vous intéresse, retrouvez-en l’intégralité sur parolesdelus.com

Ma mairie, ma borne Internet et moi

Hégenheim (Haut-Rhin)



“Cette borne Internet communale est une innovation peu coûteuse qui améliore le quotidien.”

Patricia Schillinger, maire d'Hégenheim, sénateur du Haut-Rhin

■ **Accès libre** Depuis la crise financière de 2008, la conjoncture économique n'a cessé de se dégrader partout en Europe, et la France et ses territoires – même les plus prospères – n'y ont pas échappé. Résultat : beaucoup de citoyens ont été atteints. D'où l'initiative prise par la ville d'Hégenheim, à l'été 2010, d'installer une borne Internet en libre-service dans le hall d'accueil de la mairie, histoire de faciliter l'accès aux e-services administratifs et sociaux pour les habitants de la commune. Et au-delà, pour tous les visiteurs et touristes de passage à Hégenheim en quête d'informations sur la Toile.

> vincent.thuet@hegenheim.fr

> Si cette initiative vous intéresse, retrouvez-en l'intégralité sur parolesdelus.com



Enclavée par nature, connectée par TIC

Saint-Joseph (La Réunion)



“Ville rurale avec une population jeune influencée par les nouvelles technologies, Saint-Joseph a placé le numérique au cœur de son développement rural pour en faire un terroir numérique, une ville connectée.”

Patrick Lebreton, maire de Saint-Joseph, député de La Réunion

■ **Contre la fracture** Ville connectée, Saint-Joseph multiplie les projets, tels l'initiation à Internet de publics défavorisés et des seniors, ou l'équipement de ses 25 écoles, dont six écoles numériques rurales. La ville développe l'accès au haut débit avec trois hotspots Wifi et cinq points d'accès gratuit à Internet en plus de ceux de la bibliothèque municipale. Le portail Internet de la ville offre la première web TV communale de La Réunion, le plan local d'urbanisme, une version smartphone et l'accessibilité aux personnes handicapées depuis mars 2010. > tic@mairie-saintjoseph.fr

> Retrouvez la présentation des enjeux, de la mise en place, du bilan et perspectives de cette initiative sur parolesdelus.com

Internet comme lien social

Valliguières (Gard)



“Grâce à son point Internet, accessible gratuitement à tous, la commune de Valliguières marque sa volonté de mettre l’innovation au service de tous les publics, de la commune ou de passage.”

Didier Coutant, maire de Valliguières

■ **Borne** L’installation, en 2010, d’un point d’accès Internet dans le hall de la mairie s’inscrit dans une démarche de service public municipal : la majorité des habitants du village accède depuis chez elle à toutes sortes de services multimédias via une connexion ADSL privée. Cette borne a donc vocation à renforcer le lien social dans la commune, comme hier le lavoir ou le puits municipal. Un “puits d’information” à l’heure d’Internet et des TIC où venir puiser tous les savoirs du monde, que l’on vive à Valliguières ou que l’on y soit de passage.

> valliguieres.mairie@wanadoo.fr

> Pour plus d’informations sur cette initiative, rendez-vous sur parolesdelus.com



Mairie en ligne

Le Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine)



“Pour simplifier la vie des Robinsonnaises et des Robinsonnais, nous leur donnons accès à une mairie virtuelle 24 heures sur 24 et sept jours sur sept sans tuer le lien social.”

Frédéric Touadi, maire adjoint aux Nouvelles Technologies et au Développement économique du Plessis-Robinson

■ **Virtualisation** Le projet e-services facilite l’accès du public à des démarches dématérialisées. Les usagers peuvent faire en ligne leurs demandes d’actes d’état-civil, payer les repas de cantine pour leurs enfants, etc. En plus des informations d’urbanisme, du catalogue de la bibliothèque ou des archives, il est possible de s’inscrire aux opérations tranquillité vacances, SOS tag ou SOS voirie. Le service gratuit d’alerte par SMS envoie aux abonnés des informations dans les domaines de leur choix, que ce soit la vie scolaire, le sport ou la culture.

> frederic.touadi@plessis-robison.com

> Pour plus d’informations sur cette initiative, rendez-vous sur parolesdelus.com



Dialoguer grâce aux Points Visio-public



“Déclin démographique et recul des services publics ne doivent plus être une fatalité pour le monde rural. La technologie d’aujourd’hui apporte des services là où ils n’existaient pas. C’est l’objectif du réseau de visio-guichets implanté dans le Montmorillonnais.”

Yves Bouloux, président de la Communauté de communes du Montmorillonnais, maire de Montmorillon

Communauté de communes du Montmorillonnais (Vienne)

■ **Services administratifs** Depuis avril 2008, les habitants de L’Isle-Jourdain, Saint-Savin, Usson-du-Poitou, La Trimouille et Availles-Limouzine, dans la Vienne, disposent dans leur commune d’une borne Point Visio-public (PVP), pour dialoguer en direct avec un conseiller des organismes partenaires (CAF, CPAM...). Ces usagers peuvent ainsi dialoguer avec leur interlocuteur à distance. Facile d’utilisation, pratique, gratuit, ce PVP offre à l’ensemble des habitants du Pays montmorillonnais une porte d’entrée vers un bouquet de services.

> didier.lejeune@cc-montmorillonnais.fr



> Si cette initiative vous intéresse, retrouvez-en l’intégralité sur parolesdelus.com



Réseau d’espaces numériques

Lamballe Communauté (Côtes-d’Armor)



“Le réseau LCN, son salon annuel de l’informatique, le mois « @ttitudes 2.0 », les ateliers d’initiation et de formation ponctuent maintenant avec succès les années « numériques » de Lamballe Communauté.”

Jean-François Rouxel, vice-président de Lamballe Communauté, chargé des TIC, de la communication et du tourisme

■ **Lamballe Communauté numérique** Dotée depuis 2004 de quatre espaces Cybercommune installés dans des zones rurales, Lamballe Communauté a souhaité mettre en réseau ces espaces et créer un point d’accès à la téléformation dans le centre-ville. Le réseau LCN (Lamballe Communauté numérique) intègre des services numériques spécialisés, comme la bibliothèque, la MJC ou l’info emploi, pour une meilleure cohérence des services sur le territoire. Cette mise en réseau a aussi permis d’initier des projets communs, des formations d’animateurs et de renforcer les moyens des espaces publics numériques.

> ajf.rouxel@orange.fr

> Retrouvez la présentation des enjeux, de la mise en place, du bilan et perspectives de cette initiative sur parolesdelus.com

Morlaix se dote d'une borne Internet en accès libre

Morlaix (Finistère)



“Internet se conçoit comme outil d'enrichissement de la proximité entre le citoyen-usager et son interlocuteur, et, plus largement, comme un service indispensable mis à disposition de tous, résidents ou visiteurs.”

Agnès Le Brun, maire de Morlaix, député européen

■ **Connexion** Installée dans le hall de l'hôtel de ville, la borne Internet en libre-service offre un accès gratuit à Internet et à des outils bureautiques. Facile d'utilisation, elle est à disposition des habitants et des touristes de passage. Grâce à une connexion gratuite limitée à vingt minutes, ceux-ci peuvent consulter librement des informations sur Internet et créer des documents. Il est également possible de consulter ou d'enregistrer des données personnelles depuis des supports externes (clé USB ou carte mémoire).

> secretariat@villedemorlaix.org

> Si cette initiative vous intéresse, retrouvez-en l'intégralité sur parolesdelus.com



Dématérialiser les démarches pour plus de services

Communauté de communes Cœur de Gascogne (Gers)



“Depuis la création de la Communauté de communes en 2002, notre volonté a été de renforcer l'attractivité du territoire à travers le développement du tourisme et des services à la population en facilitant l'accès à l'information.”

Michel Baylac, président de la Communauté de communes Cœur de Gascogne, maire de Roquelaure

■ **Guichet unique** Très simple, le site www.coeurdegascogne.com donne accès aux téléservices de l'état civil, aux services municipaux ou à la déclaration des taxes de séjour. Ce guichet unique de démarches dématérialisées est en fait l'intégration par la Communauté de communes du service d'information publique Midi-Pyrénées. L'internaute peut aussi télécharger les documents d'inscription ainsi que les offres d'accueil et de loisirs proposées aux enfants et aux jeunes du territoire. Sans oublier l'annuaire en ligne des services publics de la Région. > laurent.trinque@coeurdegascogne.com

> Retrouvez la présentation des enjeux, de la mise en place, du bilan et perspectives de cette initiative sur parolesdelus.com

Open data, comment ça marche ?

Les collectivités territoriales produisent, comme l'État, une quantité d'informations précises, complètes et fiables. Qu'elles concernent le tourisme, l'économie, le social ou la météo, ces données sont potentiellement réutilisables et particulièrement intéressantes dès lors qu'elles sont rendues accessibles et transformables. L'open data ("ouverture des données publiques") est la mise à disposition de données à usage commercial ou non, collectées par des organismes de service public, pour réutilisation par des tiers. C'est un

enjeu majeur de l'action publique à l'ère numérique, à la croisée des nouveaux usages d'Internet et des modes de gouvernance ouverte les plus récents. Explications par l'exemple de ce mouvement qui se répand dans l'Hexagone (Rennes, Bordeaux, Nantes, Paris...) et qui implique un nouveau mode d'échanges entre le citoyen, l'administration et le politique, à base d'e-démocratie, d'e-services et d'e-administration. Vers plus de transparence, de participation et d'innovations.

Des données publiques ouvertes

■ L'ouverture des données publiques (l'open data) doit respecter certains principes d'accessibilité : les données collectées doivent provenir d'organismes publics, être non nominatives et ne pas relever de la vie privée (ni du domaine de la sécurité). Accessibles au plus grand nombre d'utilisateurs pour des usages aussi divers que possibles, sans contrôle exclusif (non-proprétaires), elles doivent être exploitables (machines ou ordinateurs) et structurées pour faciliter le traitement automatisé.

Pour en savoir plus : www.slideshare.net/libertic/lopendata-5128072

2 Temps réel ?

En donnant accès à ses données sur les informations locales de trafic, la collectivité peut susciter le développement gratuit d'applications informatives en temps réel pour les citoyens. Exemple : Rennes en Roue Libre indique sur iPhone combien de vélos sont disponibles dans les stations à proximité de l'utilisateur et où il peut trouver une place libre. De même, Géovélo Rennes et Vélo Rennes calculent les itinéraires en deux-roues. D'autres applications renseignent sur les places disponibles dans les parkings-relais.

1 Statistiques et géolocalisation

Suite aux élections, la mise à disposition par la collectivité de données dans des formats informatiques très courants (et non plus seulement en pdf) pourra, grâce à leur téléchargement, être croisée avec d'autres données, suscitant toutes sortes de nouvelles analyses par les journalistes et les citoyens. Mais cette diffusion des données publiques est amenée à s'étendre à tous les domaines de la gestion de la collectivité (budget, subventions...).



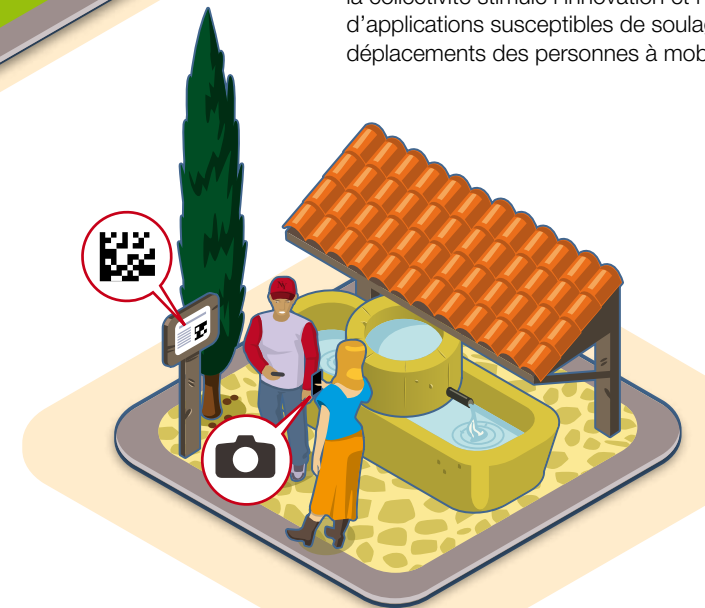
3 Un état des lieux précis et actualisé

En fournissant des données sur les espèces d'arbres et sur leur localisation, la collectivité peut encourager la production, sans frais, d'applications d'information ou de prévention. À Rennes, l'application "Promenade au Thabor", développée par concours, réutilise les données publiques de Rennes sur les arbres et les plantes du parc. Elle affiche des explications sur les espèces d'arbres et de plantes du parc municipal, directement à l'écran, sur l'image captée par la caméra du téléphone.



4 Une cartographie valorisée et citoyenne

En livrant ses informations sur la voirie, la collectivité stimule l'innovation et l'essor d'applications susceptibles de soulager les déplacements des personnes à mobilité réduite.



5 Un atout pour le territoire

Du fait du développement du smartphone (60% des abonnés seront mobinautes d'ici à cinq ans), le recoupement entre accès aux données et positionnement géographique est une source fertile d'innovation. Il suscite, par exemple, un engouement et une transformation en nouvelles applications vers une mise en valeur du patrimoine sur le territoire.

Que partager ?

- Les cartes ;
- le cadastre ;
- les études ;
- les statistiques ;
- les décisions publiques avec leurs données ;
- les enquêtes ;
- les délibérations ;
- les subventions ;
- les réseaux d'eau, d'énergie, de transports, de logistique, de télécoms ;
- les horaires d'ouverture des services et des commerces avec leur localisation, l'occupation de la voirie, des bâtiments, des espaces, des parkings ;
- les mesures d'environnement ;
- les événements sportifs et culturels, les informations touristiques ;
- les données d'archives ;
- les flux urbains, le trafic ;
- les données de surveillance.

retour sur

Association des maires ruraux
de France (AMRF)

campagnol.fr

Maire de Flagy (Seine-et-Marne), Jacques Drouhin a fait migrer l'ancien site Internet de la commune vers la plateforme Campagnol, proposée par l'AMRF (www.campagnol.fr). Il témoigne du succès de ce projet et confie qu'à Flagy, on ne peut plus se passer du site municipal flagy.fr

■ **Le témoin** "Notre premier site Internet a été créé par un informaticien du village (650 habitants). De présentation agréable, il pêchait par des mises à jour techniquement compliquées. Une bonne raison pour passer sur campagnol.fr : un support simple d'utilisation et d'accès qui ne nécessite pas de connaissance informatique. Après quelques difficultés de transfert vers le nouvel hébergeur, la montée en puissance s'est faite dans d'excellentes conditions. Depuis, notre site Internet est devenu un moyen qui renforce la communication entre la mairie, les associations et la population (de tous âges). D'ailleurs, les retours nous confortent : outil très ludique et performant, campagnol.fr fournit de l'information sur les événements du village avec une réactivité immédiate et fait découvrir notre commune tout en mettant en valeur son patrimoine. Aujourd'hui, grâce à lui, tous les conseillers municipaux ont une adresse électronique, ce qui facilite la communication en interne et

renforce l'émulation au sein de l'équipe. Nous nous habituons à le mettre à jour au quotidien (ou presque). En revanche, nous sommes en manque de débit (1 Mbt/s). Cela dit, il n'est plus concevable aujourd'hui de vivre sans notre site. Je constate aussi qu'Internet ne favorise pas l'isolement ; tout au contraire, il constitue un moyen formidable de communication avec le monde ou simplement avec sa famille. Nous voudrions d'ailleurs faire évoluer notre site et le mailler avec les sites des alentours."

> campagnol.fr

historique

■ L'AMRF, première association d'élus à disposer d'un site web puis à mettre en place un intranet pour ses adhérents, souhaitait proposer aux maires n'ayant aucune connaissance d'Internet un service pour réaliser eux-mêmes le site web de leur commune. campagnol.fr est une formule à 180 euros par an "tout en un" qui regroupe un outil de création et de gestion de site (une plateforme sur Internet), un hébergement, un nom de domaine et une assistance téléphonique (*Paroles d'élus*, tome 6, page 96).



"On ne peut plus concevoir de travailler sans."

Jacques Drouhin, maire de Flagy



Vanik Berberian, maire de Gargilesse-Dampierre (Indre), président de l'Association des maires ruraux de France

“ Les motivations de mise en place de Campagnol reposent sur un constat simple ; communiquer est une nécessité qui s'impose aux collectivités locales. Grâce à Campagnol, les communes rurales qui souhaitent disposer d'une vitrine peuvent le faire dans des conditions techniques et financières accessibles sans difficulté particulière. Avec ce dispositif de "prêt à communiquer", la présence sur la Toile est permise. Avec la possibilité de la personnaliser. Autrement dit, loin de l'uniformité systématique d'un site type reproduit à l'infini, chaque commune peut choisir parmi les nombreuses combinaisons possibles sa propre expression. Ajoutons à ceci que la sobriété visuelle met en évidence l'intérêt du message et assure sa bonne compréhension. Depuis sa mise en œuvre, je constate que le projet n'a fait l'objet d'aucune évolution, ce qui atteste d'une conception adaptée aux besoins et, ce qui est encourageant, de l'indice de satisfaction des utilisateurs. Nous restons néanmoins attentifs à toute suggestion qui permettrait d'améliorer encore l'offre Campagnol.